

La lettre de L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE !

2024

N°75

Passera ?
Passera pas ?
Gardons le cap !



Passera ? Passera pas ? Gardons le cap !

Les sociétés sont en mutation, un monde nouveau émerge. Dans un contexte mouvant et incertain, quels obstacles rencontrent les entreprises et organisations de l'économie solidaire et de quelles capacités de résilience font-elles preuve ? Nous avons voulu consacrer un numéro spécial de la lettre à cet enjeu. Et donner la parole à des acteurs de terrain qui témoignent, pratiques à l'appui.

Nous allons fêter les 10 ans de la loi portant sur les entreprises de l'économie sociale et solidaire. Celle-ci est de plus en plus reconnue au niveau international, et pourtant, en France, ses acteurs sont confrontés à une diminution du soutien des pouvoirs publics. Eux qui sont attachés à la préservation de l'environnement et à des valeurs fortes de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective, sont souvent évalués à travers des indicateurs uniquement quantitatifs ne reflétant que partiellement leurs productions.

Dans le même temps, des entreprises marchandes lucratives interviennent de plus en plus souvent dans les sphères de l'intérêt général : éducation, santé, culture, etc. Nous voyons bien qu'il y a un affrontement entre deux visions économiques : d'une part l'intérêt individuel d'accumulation du capital et d'autre part, l'intérêt du plus grand nombre qui mise sur l'intelligence collective, la coopération, la mobilisation des usagers et la juste répartition des richesses produites.

Dans ce dossier, nous évoquerons des constats précis : éparpillement et manque de démarche collective, mise en concurrence et tentation d'intégrer de gros groupes, problèmes de financement... Nous explorerons également les solutions que beaucoup expérimentent : coopérations formelles ou informelles, innovations sociales, indicateurs alternatifs, alliances pour peser dans le débat public, soutien de collectivités et de la finance solidaire, adaptation à l'hybridation des modèles...

L'économie sociale et solidaire a montré sa capacité de résilience à de multiples reprises dans le passé. Parions qu'elle franchira le prochain guet sans trop de dommages.

Luc Belval

« Il faut nous inter-relier pour faire mouvement »

Interview de Patricia Coler, coprésidente du Mouvement pour une Economie solidaire et déléguée générale de l'Ufisc¹



« Le contexte actuel est très difficile avec la montée des extrêmes, la tentation du repli, le recul des espaces d'expression citoyenne et militante. Les inégalités augmentent alors que les financements à l'ESS se réduisent. Et pourtant... »

Les initiatives innovantes de l'ESS foisonnent : projets alimentaires de territoire, monnaies locales, habitats participatifs, acquisition collective de lieux culturels pour les pérenniser...

Elles offrent des espaces pour échanger, délibérer et agir sur les territoires, approfondir la démocratie, exercer des droits humains fondamentaux. Elles réinscrivent les questions de solidarité et d'écologie dans l'économie. L'économie solidaire se veut un vrai mouvement de transformation sociale et économique.

Nous pouvons intervenir à plusieurs endroits. Sur le terrain, nous devons favoriser le pouvoir d'agir des habitants, mettre en récit les initiatives et les valoriser. Nous devons nous inter-relier en animant les coopérations territoriales et négocier avec les pouvoirs publics leur reconnaissance et leur soutien.

Enfin, il faut renforcer le mouvement pour faire plaider auprès des pouvoirs publics. Avec le Collectif des Associations Citoyennes et le Collectif pour une transition citoyenne, nous menons des actions communes. Nous

¹ Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles

nous associons aussi à l'opération Milliard pour peser dans le rapport de forces et obtenir des financements conséquents pour l'ESS.

Nous avons besoin d'organiser nos moyens face aux réalités auxquelles nous sommes confrontés nous sommes confrontés. Mais nous avons aussi besoin de radicalité, de nous redonner de l'imaginaire et de l'utopie pour nous inspirer. »

le-mes.org

▶ À lire : « L'économie solidaire en mouvement », Éditions Eres - disponible à l'Apes

« Transformer son archipel en continent »

Interview de Robert Boyer, économiste à l'EHESS et à l'Institut des Amériques



L'économie sociale et solidaire propose un vrai projet politique de transformation des sociétés et pourtant elle reste assez confidentielle. Pourquoi ?

L'échec majeur tient au fait que le projet émancipateur qu'est l'ESS n'est quasiment plus présent dans les discussions concernant les grands enjeux contemporains. Silencieusement, jour après jour, coopératives, mutuelles et associations maintiennent un lien social que la concurrence met à mal et que les interventions publiques ne parviennent plus à préserver. Pourtant, cette composante de la politique économique semble aller de soi et, pour l'essentiel, les controverses portent sur le dosage entre Etat et marché. Dans l'histoire longue, on observe un mouvement de balancier récurrent entre ces deux logiques. Aujourd'hui, le trait majeur est le retour de l'Etat comme assureur en dernier ressort, défenseur de la solidarité nationale, planificateur de la transition écologique. En effet, les questions brûlantes sont nationales, internationales et mondiales. Ce n'est pas à cette échelle qu'opèrent les acteurs de l'économie sociale et solidaire même si, au niveau local, ils participent à la recherche de solutions. Ils n'ont pas la capacité de coordonner leurs efforts à l'échelle nationale, encore moins mondiale.

Comment l'ESS pourrait-elle se déployer ?

D'abord, dans les secteurs de la santé, l'éducation et la culture, où l'ESS prospère, la recherche du profit par les entreprises lucratives a accru les inégalités d'accès et les pertes de bien-être. Les principes de l'ESS dessinent une tout autre trajectoire qui devrait avoir la préférence des citoyens.

Par ailleurs, les organisations de l'ESS ne devraient plus se contenter de réparer les dégâts de la concurrence et servir d'auxiliaires de la politique sociale de l'État. Elles devraient plutôt densifier leurs relations mutuelles, créer des synergies et transformer l'archipel qu'est l'ESS en un continent.

Enfin, elles pourraient accueillir davantage de citoyens, notamment les jeunes, qui veulent démocratiser l'activité économique et explorer diverses solutions aux enjeux que sont le maintien du lien social, l'affirmation du principe de solidarité et la recherche de réponses innovantes à l'impératif écologique.

Quel message adresser aux pouvoirs publics ?

Ils devraient soutenir la capacité d'innovation sociale et organisationnelle de l'ESS qui répond au risque accru de fragmentation de la société.

Au niveau des territoires, ils devraient reconnaître que l'ESS est très bien placée pour articuler création d'activités locales, efficacité économique et réduction des inégalités.

Pascal Desreumaux

- ▶ Robert Boyer : *L'économie sociale et solidaire : une utopie réaliste pour le XXI^e siècle*, Les Petits Matins, Paris (2023).
- ▶ Pour voir les articles entiers, rendez-vous sur "Les plus de la lettre" sur www.apes.org - Ressources



➔ Démarches collectives

Pour des financements à la hauteur !

« L'opération Milliard » a été lancée pour répondre aux difficultés de l'ESS à accéder à des financements. L'objectif de cet appel est la levée de fonds privés, publics et la création d'un fond citoyen pour répondre à ces enjeux.

« Nous ne changerons pas le système financier, souligne l'auteur de l'appel Bastien Sibille, Président de l'alliance des Licoornes. Mais nous pouvons jouer du rapport de forces et trouver des poches à ouvrir qui nous faciliteront l'accès à des capitaux, notamment ceux des banques et mutuelles de l'économie sociale. Nous voulons aussi interpeller l'État sur le financement public de l'ESS. Tout ne doit pas être considéré comme économique dans cette société. La subvention n'est pas un gros mot. »

Les signataires de l'appel veulent sortir des couloirs de nage dans lesquels sont cantonnés les uns et les autres. Ils veulent rassembler toutes les familles de l'ESS et créer une dynamique pérenne.

Centres sociaux en détresse

« Acteurs d'éducation populaire, facteurs de cohésion sociale, ferments d'initiatives citoyennes... Les centres sociaux sont reconnus comme lieux incontournables sur les territoires, explique Thierry Coulomb, délégué de la Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais. Mais ils sont aujourd'hui menacés économiquement : les charges financières augmentent tandis que les ressources stagnent... »



Crédits : centres sociaux

Certains risquent la fermeture, d'autres d'arrêter certaines actions et de licencier du personnel.

Ceux-ci en appellent aujourd'hui à la coresponsabilité de leurs partenaires pour apporter un soutien en urgence et construire collectivement des solutions viables, avec

des conventions pluriannuelles et pluripartenariales. Ils interpellent l'État pour mettre toutes les parties prenantes autour de la table et construire des solutions.

nordpasdecalais.centres-sociaux.fr

➔ Indicateurs alternatifs

Un système comptable qui valorise l'ESS ? Banco !



Ici, cette personne a retrouvé du sens à sa vie, là cette autre sait pourquoi elle se lève le matin, cette troisième apprend un métier qu'elle aime... Dans les ateliers menuiserie et confection ou la friperie de la Fabrique de l'Emploi à Loos, les témoignages sont parlants. 130 personnes sont embauchées en CDI actuellement sur les sites de Loos et Tourcoing, dans le cadre du projet « Territoire zéro chômeur de longue durée ».

La réflexion sur la comptabilité CARE est partie d'un constat : alors que cette entreprise a pour mission de favoriser l'emploi et de protéger l'environnement, cela ne se traduit pas dans le bilan financier. Comment valoriser ces actions menées ? C'est ainsi que l'expérimentation a démarré l'an dernier, accompagnée par la Coop des communs.

« Nous avons voulu nous réapproprier les outils de la comptabilité », explique Ghislain De Muynck, directeur général de la Fabrique de l'emploi. Dans cette approche, l'humain et la planète sont considérés comme des capitaux à préserver ou à développer au même titre que les capitaux financiers. La Fabrique récupère la « dette » d'autres entreprises qui ont « cassé » ces personnes ou détruit l'environnement. « Nous remboursons cette dette en remettant les personnes sur pied et en œuvrant dans l'économie circulaire. »

Concrètement, l'entreprise identifie les actions qu'elle mène pour répondre à ses propres objectifs (sens au travail, reconnaissance...) et les chiffre en nombre

d'heures dédiées. Ces éléments sont intégrés dans une troisième colonne créée spécialement dans le compte de résultats.

Derrière cette expérimentation se profile une intention : légitimer davantage son existence (menacée ?) vis-à-vis des pouvoirs publics, et donc pérenniser le projet.

[LaFabriqueDelemploi](https://www.coopdescommuns.org/fr/communs-et-comptabilite)

www.coopdescommuns.org/fr/communs-et-comptabilite

Coopérations

PHARE : seul, on va plus vite, ensemble on va plus loin!!

Voilà une dynamique inspirante ! PHARE (Pôle Hainaut Cambrésis des Acteurs Réunis de l'ESS) a émergé en 2019 à l'initiative de plusieurs associations impliquées dans l'insertion par l'activité économique, la formation, la culture, la santé et l'inclusion des publics. Aujourd'hui, PHARE regroupe 20 structures et d'autres sollicitent leur adhésion.

« *Auparavant, il existait déjà des coopérations sur le Hainaut-Cambrésis, mais elles restaient ponctuelles et conjoncturelles, explique Gérard Dechy, son coprésident. Notre alliance s'est faite face aux difficultés économiques que nos structures ont pu rencontrer. Il s'agissait d'éviter les mises en concurrence et aussi les fusions et absorptions qui privent les territoires des prises de décision* ».

Le collectif fonctionne sur le principe des complémentarités et une envie de travailler ensemble de manière consensuelle. Si cela crée une bien meilleure ambiance de travail, l'union a permis de sortir le nez du guidon, de dégager du temps et des moyens humains pour construire une réflexion commune et de développer une ingénierie, à l'origine du PTCE² Auton'Hommes, lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt national en 2021.

Elle permet aussi de peser davantage sur les décisions politiques et de faire bouger les lignes. « *On peut s'embarquer sur des chantiers d'ampleur dans lesquels aucune de nos structures n'aurait pu aller seule. Aujourd'hui, nous sommes perçus comme des incubateurs de solutions locales, et on vient nous chercher pour ça* ».

Dernièrement, c'est France Travail qui s'est tourné vers eux sur la question des mobilités suite aux difficultés de recrutement que des entreprises rencontraient.

associationphare.fr

Magali Nayrac

« De Rives en Rêves », un écolieu nourricier qui cultive les coopérations

« *Prendre soin du lieu, des individus... Et coopérer, pas parce que c'est nécessaire mais parce que nous voulons partager la gouvernance et la gestion de nos activités. C'est dans notre ADN* », relate Audrey Valcke, porte-parole de l'association « De Rives en Rêves ». Depuis 2019, celle-ci gère une ferme sur 1,2 hectare dans le Montreuillois. Pour y produire des fruits, légumes, plantes et arbres, fabriquer du pain, animer des formations en permaculture, échanger des pratiques low tech... C'est un lieu propice aux coopérations. « *Avec le collectif MARmeet, nous sensibilisons à l'alimentation durable, nous avons participé au diagnostic pour le projet alimentaire territorial avec notre communauté de communes* » Audrey est aussi en lien avec le collectif national SSA (Sécurité Sociale de l'Alimentation) en tant que sociétaire de l'Atelier Paysan.

Les idées et les initiatives foisonnent, les interactions avec de nombreux partenaires se multiplient : échanges de savoirs, de biens, de services, réciprocité et activités marchandes, en local et au-delà. L'association produit ainsi depuis peu des « préparations naturelles peu préoccupantes » à base de plantes et de litière forestière, destinées à protéger sols et plantations, non dangereuses pour l'utilisateur et l'environnement et pour lesquelles il n'existe que peu de producteurs en France.



Crédits : De rives en Rêves

Restent « *la mobilisation des habitants et la coopération qui demandent beaucoup d'énergie et de temps* », souligne Audrey. Prochaine étape : monter une SCIC pour approfondir le faire-ensemble, notamment avec des acteurs publics. D'autres espaces de coopération s'ouvrent encore.

[derivesenreves](https://derivesenreves.com)

Christine Masse

Les soutiens

Faire appel à l'épargne citoyenne

Le centre de santé intégrative L'hirondelle bleue situé dans le Pas-de-Calais ne trouvait pas de financement. Ses initiateurs ont frappé à la porte du Pôle de la finance solidaire. Ainsi, ce projet a pu voir le jour, comme tant de belles initiatives avant et après lui ! « *Le Pôle de la finance solidaire Hauts-de-France est un véritable vase communicant entre différentes organisations*, note Alice Longuépé, salariée de la Nef, coopérative bancaire. « *Avec les clubs Cigales et la société de capital risque Autonomie et Solidarité, nous nous sommes associés pour financer les associations, coopératives ou entreprises engagées dans la transition écologique et citoyenne* ». Ce partenariat provoque un levier financier. Les clubs Cigales et Autonomie et Solidarité apportent du capital ou des fonds propres aux projets, ce qui facilite le montage de prêt pour la Nef. Un second levier est créé via le partage du risque. C'est un collectif formé de citoyens, de bénévoles, d'associés, etc. qui soutient le projet et devient bras droit du porteur. Enfin, il y a le levier du réseau. Alice n'hésite pas à donner un coup de pouce : « *Vous souhaitez vous lancer dans le textile responsable ? Super ! Contactez Annick, du Fashion Green Hub, et Les 3 tricoteurs, et... !* » Elle les oriente aussi vers des partenaires pertinents, Nord Actif, France initiative... Cette façon de faire n'existe pas dans les banques traditionnelles. Et puis à la Nef, le lien humain compte avant tout : les rendez-vous n'ont pas lieu derrière un bureau, mais chez les porteurs ou dans les locaux de la structure. Il s'agit de découvrir un projet au-delà des aspects financiers, en s'attachant à étudier sa gouvernance, son apport social, son ancrage local...

lanef.com

Fanny Obled



L'entreprise solidaire "Les trois tricoteurs" est soutenue par la Nef



La recyclerie Resport est soutenue par la ville de Fâches-Thumesnil.

Nouveaux élus, nouvelles pratiques ?

Les nouveaux élus de la ville de Fâches-Thumesnil multiplient les espaces d'échanges et de réflexion. Leur leitmotiv : redonner la place aux citoyens.

« *Nous souhaitons que nos démarches soient les plus participatives possibles et qu'elles s'orientent vers des logiques de coconstruction* », explique Patrick Proisy, maire de la commune. En 2023, la Ville a inauguré son premier Budget Participatif : de nouveaux projets ont été soutenus, comme une cuisine solidaire.

La Ville aide les acteurs de l'ESS de son territoire en jouant la carte de la production et de la consommation locale. À la place du colis de Noël, les seniors ont droit à des bons d'achat dans les commerces de la ville. Les acteurs ESS, comme la ressourcerie Resport, sont valorisés lors de manifestations locales. Des projets de maraîchage urbain sont accompagnés et un parc municipal leur est mis à disposition. « *Il y a une très forte demande de jardins partagés, s'enthousiasme Laurence Lejeune, adjointe au maire. Un projet de café citoyen est porté par l'association Blablabar... On sent que les gens veulent reprendre possession de leur espace public, c'est encourageant.* »

Les élus aimeraient aller plus loin. Dans le budget 2024, une enveloppe est réservée à l'acquisition foncière. Forts d'une expérience de boutique à l'essai, ils vont dédier une ligne de 200 000€ par an au rachat de cellules avec l'appui de la MEL. Seront ensuite lancés des appels à projets à destination des acteurs de l'ESS pour les occuper. Des baux commerciaux accessibles pourront être proposés.

« *Nous ne sommes pas bloqués dans des certitudes, nous essayons des choses et nous avançons !* », conclut Patrick Proisy.

ville-fachesthumesnil.fr

Julien Boidin

➔ Adaptations

Des Jardins de Cocagne qui continuent d'avoir la patate

Accueillir des personnes très éloignées de l'emploi, les accompagner, leur redonner le goût du travail, partir de leur potentiel pour les faire progresser, les sensibiliser au « bien manger »... Telles sont les missions des Jardins de Cocagne de la Haute Borne (Villeneuve d'Ascq) et du Raquet (Sin-le-Noble). D'abord portés par l'association Solidarité & Initiative, créée en 2009, ces deux Jardins ont été intégrés récemment dans le giron de l'Alefsa, importante association œuvrant dans la protection de la jeunesse, le médico-social et l'hébergement social.

« Il y a plusieurs facteurs qui expliquent cette décision, note Jean-Louis Poillion, directeur des deux Jardins. Le développement est difficile à gérer pour une petite association, la période Covid a mis à mal le mécénat et la baisse des financements publics est d'actualité... »

Cette intégration a réglé les problèmes de trésorerie et a permis de commencer la construction d'un bâtiment au Jardin du Raquet. En revanche, les coûts de fonctionnement sont plus importants dans une grosse association et les procédures parfois peu adaptées à la réalité des Ateliers Chantiers d'Insertion.

L'Alefsa, pour sa part, profite du savoir-faire des Jardins de Cocagne pour travailler sur le bien-vivre alimentaire avec les personnes qu'elle accompagne : mise en culture de ses terrains, production de légumes pour ses cuisines, ateliers pédagogiques...

Aujourd'hui, les deux Jardins de Cocagne se développent. 650 paniers de légumes bio sont livrés chaque semaine et ils cherchent d'autres terrains à investir. Comme les Jardins de Cocagne situés sur d'autres territoires, ils diversifient aussi leurs activités : jardins pédagogiques, création d'un tiers-lieu alimentaire et nourricier à vocation sociale au Raquet...

jardindecocagne-lille.org

Des chiffres

En l'espace de 15 ans, les associations ont vu la part des subventions publiques baisser de 40%, et celle des recettes marchandes augmenter de 33%



Les Jardins de Cocagne œuvrent à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi. Crédit : Alefsa

Hybrider son modèle économique

« Nous accompagnons des associations confrontées à des situations problématiques, note Apolline Kosciolk, chargée de mission au cabinet d'experts comptables Harmonium. Elles peuvent, par exemple, être incitées à hybrider leur modèle économique du fait de la baisse des financements publics. »

Selon le cabinet, certaines ne peuvent proposer de prestations en lien direct avec leur objet social ou ont peu de marges de manœuvre du fait de leurs tarifs (public en précarité, offre centrée sur les particuliers, etc.). La question de l'hybridation ne se pose pas.

D'autres craignent de perdre le sens de l'intérêt général, de proposer des actions éloignées de leur objet social ou d'être fiscalisées... Elles freinent leur développement et ne trouvent pas de solution. Harmonium les rassure souvent : la fiscalisation n'est pas une fatalité. Elle est parfois même une opportunité. Elle ne s'applique potentiellement qu'à partir du seuil de 76 619€ de chiffre d'affaires et en tenant compte de la notion de prépondérance. Le cabinet réalise alors une étude d'impact qui permet à ces associations de prendre une décision éclairée.

D'autres encore s'orientent parfois vers une transformation de leur statut en coopérative. Vigilance : cela ne va pas forcément résoudre leurs problèmes économiques. Harmonium accompagne d'abord leurs réflexions autour de leur modèle économique et leur stratégie en lien avec leur objet social. Le choix d'un nouveau statut arrivera finalement plutôt dans un second temps.

Enfin, certaines associations font le choix assumé d'un développement fort sur le secteur marchand. L'enjeu pour elles est alors de rester reconnues d'intérêt général pour pouvoir continuer à fédérer autour de leur projet, mais aussi pour recueillir des dons et du mécénat.

harmonium-experts.fr

Karine Attinault

APES EN BREF !

Améliorer l'amélioration des pratiques !

Mieux répondre aux besoins des acteurs, telle a été l'intention de l'Apes cette année, notamment via sa démarche d'amélioration des pratiques.

Avec le soutien du département du Pas-de-Calais, elle a voulu aller plus loin en reliant entre eux les trois parcours richesses humaines, transition environnementale et implication des usagers.

Ainsi, les parcours ont démarré en même temps et ont mutualisé certains outils. Par ailleurs, des journées inter-parcours ont été mises en place sur des thèmes intéressant tous les participants : l'une sur la mobilisation collective, l'autre sur la gouvernance, la troisième sur l'ancrage territorial, le modèle économique et les coopérations.

Au-delà de ces nouveautés, une communauté apprenante va être créée à la fin des trois parcours pour approfondir une thématique. Elle sera ouverte aux participants et à d'autres acteurs.

Plus d'infos : apes-hdf.org

ILS/ELLES PARLENT DE NOUS

« Nous nous appuyons sur ce réseau »

Martin Boutry, co-fondateur du réseau transition Hauts-de-France



Notre réseau accompagne et soutient les initiatives citoyennes de transition qui agissent à l'échelle de leur commune ou de leur quartier. Nous sommes une jeune association et faire partie de l'Apes nous a paru évident. En plus des valeurs partagées, nous nous appuyons sur les acteurs de ce réseau pour alimenter les initiatives citoyennes d'idées pour des actions concrètes.

Ainsi, suite à une présentation des clubs Cigales à Sainte Marie Cappel, le collectif local a décidé de créer un club pour soutenir les entreprises locales oeuvrant dans la transition. Il s'attelle également à un projet collectif citoyen sur le photovoltaïque suite à la sensibilisation de Solaire en Nord.

Nous nous inspirons de la dynamique PLUS de l'Apes, pour imaginer et créer des solidarités entre les initiatives citoyennes et les producteurs, les commerçants locaux.

Cela pourrait permettre d'élargir la communauté des acteurs solidaires.

transitionhdf.fr

UN PAS EN AVANT

LE JARDIN DES VERTUEUX D'AMIENS



C'est un jardin extraordinaire... Il est situé dans les Hortillonnages d'Amiens, sur un terrain mis à disposition par Terre de Liens. L'association « Le jardin des Vertueux » qui le gère mène nombre d'actions pour prendre soin de cet espace naturel : chantiers avec des salariés d'entreprises pour préserver l'eau ou prendre soin de la faune de l'île aux oiseaux, production de fruits rouges, ateliers pédagogiques avec les écoles, tressage d'osier... Sans parler des balades en bateau pour découvrir les richesses des hortillonnages sans abimer la faune et la flore. Cette association n'oublie pas de développer des coopérations avec les autres associations intervenant dans les Hortillonnages. Vertueuse, l'association n'oublie pas de développer des coopérations avec les autres acteurs intervenant...

pacolejardinierdeshortillonnages



ACTEURS POUR UNE
ECONOMIE SOLIDAIRE

Apes, Maison de l'Economie
Sociale et Solidaire,
235 Boulevard Paul Painlevé, 59000 Lille
Tél. 03 20 30 98 25
contact@apes-hdf.org
www.apes-hdf.org

Directeur de la publication Luc Belval, Président de l'Apes

Coordination et rédaction (sauf mention autre) : Patricia Hanssens

Comité de rédaction bénévole Nathalie Bardaille, Luc Belval, Julien Boidin, Gérard Dechy, Pascal Desreumaux, Dominique Dupont, Anne-Marie Flandrin, Joackim Lebrun, Christine Masse, Magali Nayrac, Fanny Obled, Christian Mahieu, Carine Ollive-Carlier, Olivia Ruel-Mailfert, Laureline Vallat, Magali Bruyant, Marie-Charlotte Woëts, Karine Attinault, Guillaume Delevaque.

Création graphique Fanny Falgas

Illustrations Fanny Pinel

Gravure – Impression : La Monsoise – tirage à 550 exemplaires

L'Apes est le réseau des acteurs de l'économie solidaire des Hauts-de-France. Ses adhérents se reconnaissent dans des valeurs et des pratiques solidaires, ils se placent dans une démarche d'amélioration continue.

